

LES REPRESENTATIONS DE L'HOMOSEXUALITE EN MILIEU ETUDIANT

Synthèse de l'enquête SOS homophobie – CAELIF

Février 2011



SOMMAIRE

Avant-propos	3
Analyse méthodologique.....	4
<i>Un questionnaire orienté vers les grandes écoles.....</i>	<i>4</i>
<i>Un questionnaire étudiant</i>	<i>4</i>
<i>Une répartition satisfaisante en termes de genre comme d'orientation sexuelle.....</i>	<i>5</i>
Les principaux resultats	6
I - Les représentations de l'homosexualité.....	6
<i>Une manière d'aimer comme une autre ? Pas pour tout le monde.....</i>	<i>6</i>
<i>De l'idée de l'homosexualité à sa réalité : quelques écarts de perception ..</i>	<i>6</i>
II - Les représentations de l'homophobie	8
<i>Insultes et autres comportements quotidiens : des formes d'homophobie méconnues.....</i>	<i>8</i>
<i>Une plus grande sensibilité à l'égalité des droits.....</i>	<i>10</i>
III - L'administration : un rôle à jouer ?.....	12
<i>Cas pratiques.....</i>	<i>13</i>
Conclusion.....	14
Remerciements.....	15

AVANT-PROPOS

Cette enquête menée au printemps 2010 permet de dresser un premier panorama des perceptions de l'homosexualité et de l'homophobie dans un milieu ciblé : celui des étudiant-e-s des grandes écoles et universités d'Île-de-France. L'administration de ce questionnaire et l'analyse des résultats sont le fruit d'une collaboration entre SOS homophobie et le Caélif¹, fédération qui rassemble un certain nombre d'associations LGBT² des grandes écoles et des universités franciliennes (et limitrophes). Il a ainsi été possible de toucher une population étudiante importante.

Ces étudiant-e-s des grandes écoles et universités bénéficient d'un accès facilité aux savoirs, devant leur permettre d'élaborer un esprit critique solide et, pour nombre d'entre eux, d'accéder à des postes à haute responsabilité. Aujourd'hui, trente ans après la dépénalisation de l'homosexualité, vingt ans après sa dépsychiatisation par l'Organisation Mondiale de la Santé et dix ans après la naissance du PaCS, on peut donc s'attendre à ce que les étudiant-e-s français-e-s manifestent une ouverture d'esprit certaine quant à la diversité des orientations sexuelles. Ce qui ressort pourtant de cette enquête, c'est que l'homophobie n'épargne pas particulièrement l'enseignement supérieur.

L'intolérance envers les lesbiennes, les gays et les bisexuel-le-s, dans le milieu étudiant, n'est pas aussi spectaculaire qu'elle peut l'être dans d'autres contextes. Les étudiant-e-s se montrent même plutôt ouverts sur les grandes questions d'égalité. En revanche « l'homophobie ordinaire » est une réalité banalisée, minimisée quand elle n'est pas niée. On observe par exemple que la moitié des hétérosexuel-le-s interrogé-e-s déclarent n'avoir jamais entendu de propos homophobes, contre moins d'un tiers chez les bi et homosexuel-le-s. Preuve, s'il en est, qu'un travail important de sensibilisation et prévention doit être mené très largement pour que toutes et tous prennent conscience de la gravité de certains propos et comportements, afin d'être en mesure de les juguler et, au-delà, de lutter contre les exclusions, discriminations et souffrances dont sont victimes de trop nombreux-ses jeunes adultes.

Par ailleurs, parler d'homosexualité dans certains établissements d'enseignement supérieur reste complexe. Nos associations ont rencontré de grandes difficultés pour convaincre certaines administrations de diffuser ce questionnaire. Si cela a été réalisable dans la plupart des grandes écoles (où l'aide de l'administration n'est pas toujours nécessaire), en revanche, l'administration des universités n'a malheureusement pas aidé à sa diffusion.

Tous ces éléments soulignent, pour le Caélif et SOS homophobie, la nécessité de cette enquête inédite, afin de dresser un premier état des lieux des perceptions de l'homosexualité et de l'homophobie dans l'enseignement supérieur en Île-de-France. Le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche a mené une campagne d'affichage au cours de l'année 2009-2010, sur le mal-être des étudiant-e-s lesbiennes et gays. Il est important que les pouvoirs publics poursuivent leurs efforts en la matière, et passent à la vitesse supérieure en mettant en place des actions concrètes. Cette enquête, avec plus de 4500 répondant-e-s, est déjà une première étape, avant que d'autres questionnaires de ce genre soient plus largement administrés dans l'ensemble des établissements sur le territoire français. Les résultats d'une enquête nationale permettraient d'élaborer par la suite de véritables plans d'action de lutte contre les discriminations homophobes.

¹ Collectif des Associations Etudiantes LGBT d'Île-de-France

² Lesbienne, Gay, Bi et Trans

ANALYSE METHODOLOGIQUE

L'étude a été menée du 7 avril au 5 mai 2010. 4638 personnes ont répondu au questionnaire administré en ligne. Celui-ci a été élaboré conjointement par SOS homophobie, qui a apporté son expertise dans le domaine – outre une enquête sur la lesbophobie en 2008, l'association publie chaque année le *Rapport annuel sur l'homophobie* – et le Caélif. Les étudiant-e-s ont été contacté-e-s par un courriel transmis à l'ensemble des promotions dans les établissements qui nous ont donné l'accès à leurs listes de diffusions et par d'autres canaux (réseaux sociaux, cercles de connaissances...) là où cela n'a pas été possible. Ce sont généralement soit les associations LGBT des différents établissements soit le Caélif³ directement qui ont diffusé auprès des étudiants les courriels contenant le lien vers le questionnaire. Les étudiants étaient informés dès les premières lignes du questionnaire du caractère anonyme de celui-ci ainsi que de son dépôt à la CNIL.

Un questionnaire orienté vers les grandes écoles

Le questionnaire a été diffusé aux universités et grandes écoles d'Île-de-France (cela représente un peu plus de la moitié des étudiants franciliens). Certaines associations l'ont également relayé à des partenaires universitaires en et hors Île-de-France (au total, les répondant-e-s sont toutefois issus à plus de 94% de la région francilienne).

Ce questionnaire a notamment été soumis aux étudiant-e-s de l'ensemble des universités parisiennes ; pourtant ces cibles restent plus difficiles à toucher en raison du faible usage des boîtes de courriels universitaires et d'un esprit de corps moindre. De plus, nombre d'administrations, malgré nos sollicitations répétées, n'ont pas souhaité aider à la diffusion du questionnaire. Aussi, parmi les 4638 répondant-e-s, plus de la moitié (2896) sont issu-e-s des grandes écoles⁴, alors qu'on peut estimer que l'ensemble de ces écoles représente 5 à 8 fois moins d'étudiant-e-s que l'ensemble des universités franciliennes. Dans le cadre d'une nouvelle enquête de ce type, la population universitaire devrait donc faire l'objet d'une attention toute particulière.

Un questionnaire étudiant

L'objet de ce questionnaire était de dresser un panorama des représentations de l'homosexualité et de l'homophobie en milieu étudiant, ce qui incluait notamment les professeurs et les agents administratifs. Pour autant, 93% des répondant-e-s sont des étudiant-e-s : pour cette raison, il est difficile d'analyser et de supposer représentatives les réponses propres des autres acteurs du milieu étudiant, pour lesquels les enjeux sont différents. Aussi avons-nous choisi dans cette synthèse de nous focaliser exclusivement sur les étudiant-e-s : les résultats présentés après cette section sont

³ Il est utile de rappeler ici les différents membres du Caélif et leurs établissements respectifs.

15 membres au 5 mai 2010 : Centrale Gay (Centrale Paris), Contre-Courant (Supélec), Divercity (ESSEC), ESCaPe (ESCP Europe), GAP (Ponts ParisTech), Gay Clavier (ESIEE), GayUTC (UTC Compiègne), HBO (Paris 11), Hômonerie (ENS), IN&acT (T/M Sud Paris), La 5^{ème} Parallèle (ENS Cachan), Outside (HEC), Plug'n'Play (Science Po), TAbou? (ENSTA ParisTech), XY (Polytechnique).

16 membres actuellement : Beegarrés (Centrale Paris), Contre-Courant, Divercity, ESCaPe, GAP, HBO, Hômonerie, IN&acT, In&Outside (HEC), ISC Solirace (ISC), La 5^{ème} Parallèle, OUTcoming (UTC Compiègne), Plug'n'Play, Polychrome (Ecole du Louvre), TAbou?, XY.

1 membre observateur actuellement : GLUP (Groupe LGBT des Universités de Paris, existant sous forme de pôle du Caélif lors de l'administration du questionnaire)

⁴ 1987 sont issus exclusivement de grandes écoles, 1742 exclusivement d'université, et 909 ont un double cursus grandes écoles et université.

donc ceux des 4122 étudiant-e-s qui ont répondu à l'enquête. Notons que 98% de ces répondant-e-s ont un âge inférieur ou égal à 27 ans, et sont donc majoritairement en formation initiale.

Une répartition satisfaisante en termes de genre comme d'orientation sexuelle

Femmes et hommes ont répondu à part quasi égale à cette enquête (respectivement 49% et 50% des répondant-e-s⁵).

Plus de 11% des répondant-e-s se définissent comme homosexuel-le et plus de 6% des répondant-e-s affirment être bisexuel-le, tandis que 75% des répondant-e-s se définissent comme hétérosexuel-le⁶. Nous ne disposons d'aucune statistique fiable concernant les populations homosexuelles et bisexuelles en France (et à plus forte raison en Ile-de-France), toutefois ces chiffres se situent plutôt dans la fourchette haute des ordres de grandeur généralement avancés. Cela peut laisser penser que les répondant-e-s hétérosexuel-le-s sont légèrement sous-représenté-e-s. Ce n'est pas étonnant dans la mesure où l'on peut supposer que ces étudiant-e-s, pour qui les questions d'orientation sexuelle occupent probablement une place de moindre importance dans leur quotidien, aient pris un peu moins souvent l'initiative de répondre à ce questionnaire. Pour autant, cette distribution des répondant-e-s reste satisfaisante pour présenter ces résultats sans craindre de biais notable. Tout au plus peut-on imaginer que les répondant-e-s soient légèrement plus ouvert-e-s d'esprit sur ces questions que la moyenne ; malgré cela, les résultats exposés dans la partie suivante n'incitent pas à se réjouir trop vite...

⁵ Il reste 1% pour la réponse « genre indéterminé » et les réponses multiples.

⁶ Les autres répondant-e-s ne sachant pas répondre (2,3%), ne souhaitant pas répondre (2,9%) ou ayant défini leur orientation sexuelle de manière multiple (plusieurs réponses dans 1,6% des cas).

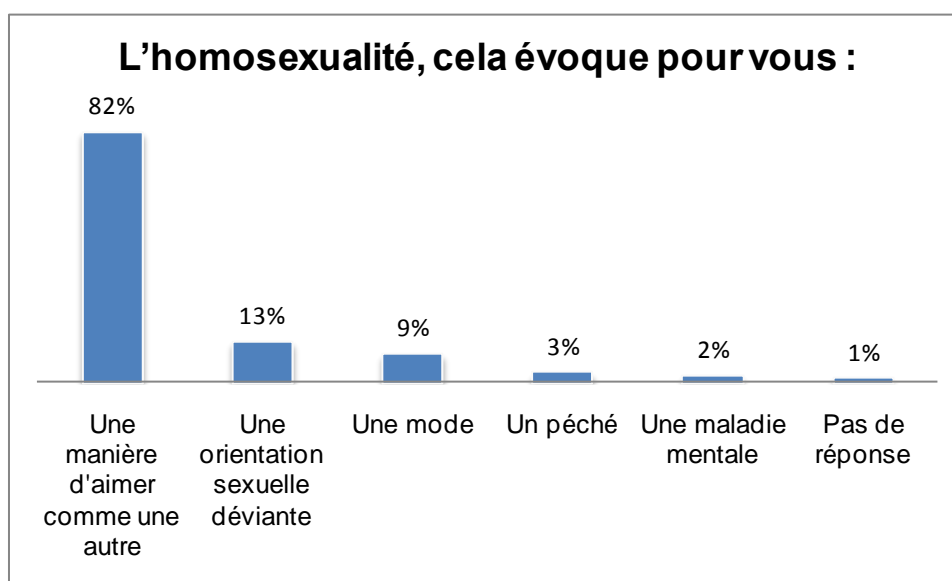
LES PRINCIPAUX RESULTATS

Le questionnaire comporte 42 questions. Pour cette synthèse, nous avons extrait les résultats les plus significatifs, regroupés en trois grands thèmes : les représentations de l'homosexualité, les représentations de l'homophobie et le rôle que peut jouer l'administration dans la lutte contre l'homophobie.

I - LES REPRESENTATIONS DE L'HOMOSEXUALITE

Une manière d'aimer comme une autre ? Pas pour tout le monde...

Pour 82% des répondant-e-s⁷, l'homosexualité est « une manière d'aimer comme une autre ». Il s'agit certes d'une majorité large, pourtant on peut s'étonner que cette opinion ne soit pas plus massivement partagée. En effet, les 18% restants constituent une importante minorité de répondant-e-s pour qui une hiérarchie subsiste entre les différentes façons de s'aimer et qui, par leur réponse, placent l'homosexualité en dessous de l'hétérosexualité. Parmi les autres réponses à cette question, l'idée selon laquelle l'homosexualité serait « une orientation sexuelle déviante » est notamment choisie dans 13% des cas.



De l'idée de l'homosexualité à sa réalité : quelques écarts de perception

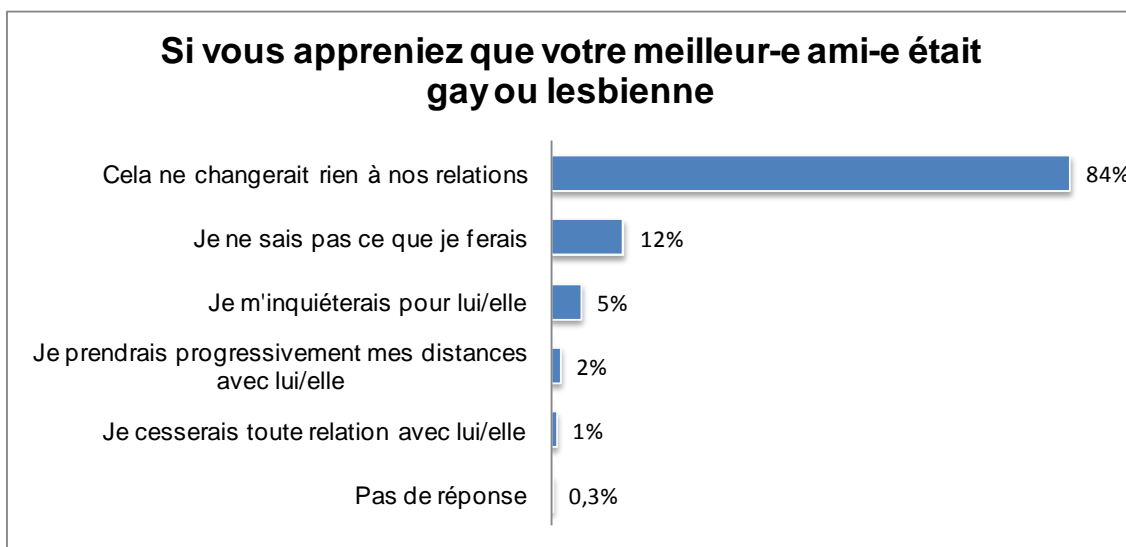
On retrouve les mêmes ordres de grandeur dans la situation concrète d'un *coming-out*⁸. En effet, 84% des répondant-e-s⁹ déclarent qu'ils/elles ne changeraient pas d'attitude s'ils/elles apprenaient l'homosexualité de leur-e meilleur-e ami-e. Ce chiffre est relativement positif, puisqu'il signifie que, dans quatre cas sur cinq, un *coming-out* est bien accueilli. Les réactions extrêmes sont rares (moins de 1% des sondé-e-s mettraient fin à leur relation avec cet-te ami-e), mais 12% des sondé-e-s ont affirmé qu'ils/elles ne savaient pas ce qu'ils/elles feraient dans cette situation. Il reste donc une part de malaise non négligeable, et le *coming-out*, qui devrait être banal pour

⁷ Plusieurs réponses étaient possibles pour cette question (total supérieur à 100%)

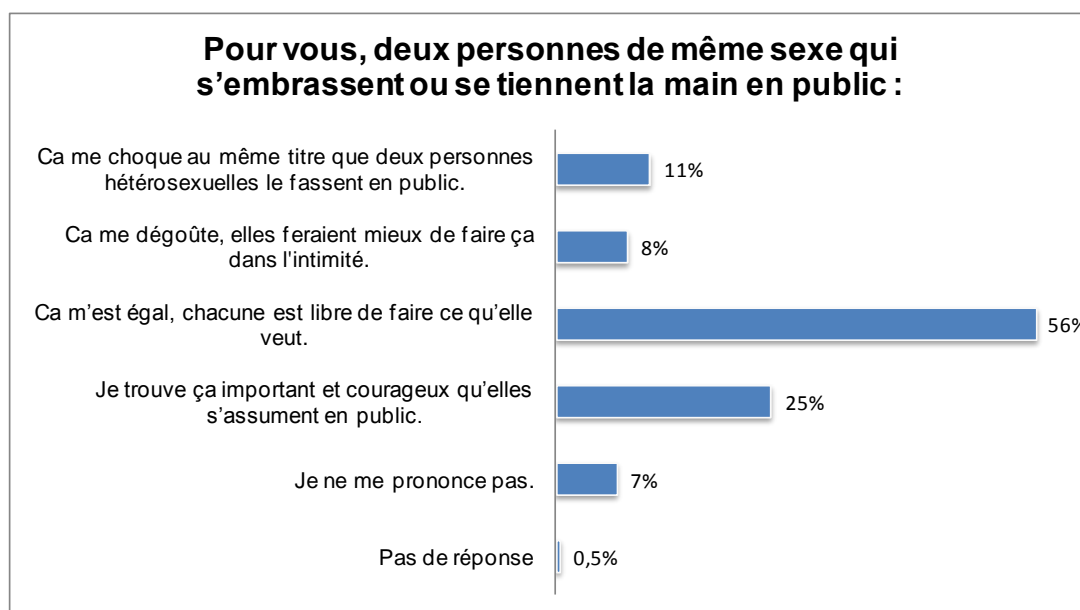
⁸ Fait, pour une personne, d'annoncer volontairement son homosexualité à une autre personne.

⁹ Plusieurs réponses étaient possibles pour cette question (total supérieur à 100%)

des jeunes de 18 à 27 ans ayant passé leur adolescence dans les années 1990 et 2000, peut encore être compliqué, même dans un milieu supposément « ouvert ».



Au-delà de l'idée de l'homosexualité en elle-même, un acte tel qu'un baiser homosexuel échangé en public, ou un couple d'homosexuel-le-s se tenant la main, suscite des réactions partagées. 56% des répondant-e-s¹⁰ se disent indifférent-e-s face à ces situations car « chacun est libre de faire ce qu'il veut », et 25% trouvent cela « important et courageux ». Ces chiffres, quoique encourageants, montrent qu'il y a encore fort à faire pour que les lesbiennes, gays et bi puissent bénéficier de la même liberté d'aimer sans se cacher ni craindre le regard des autres que les hétérosexuel-le-s. De fait, près de 19% des répondant-e-s¹¹ restent gêné-e-s, voire dérangé-e-s, par ces manifestations d'amour. En particulier, 8,4% pensent qu'un baiser échangé entre deux personnes homosexuelles est *dégoûtant* et qu'elles « feraient mieux de faire ça dans l'intimité » : ce chiffre relève d'un rejet de l'homosexualité dans la société particulièrement frappant, alors même que la loi garantit, bien entendu, l'égalité et la liberté de tous dans ce domaine et que s'embrasser dans un lieu public n'est évidemment pas interdit, et est courant pour les couples hétérosexuels...



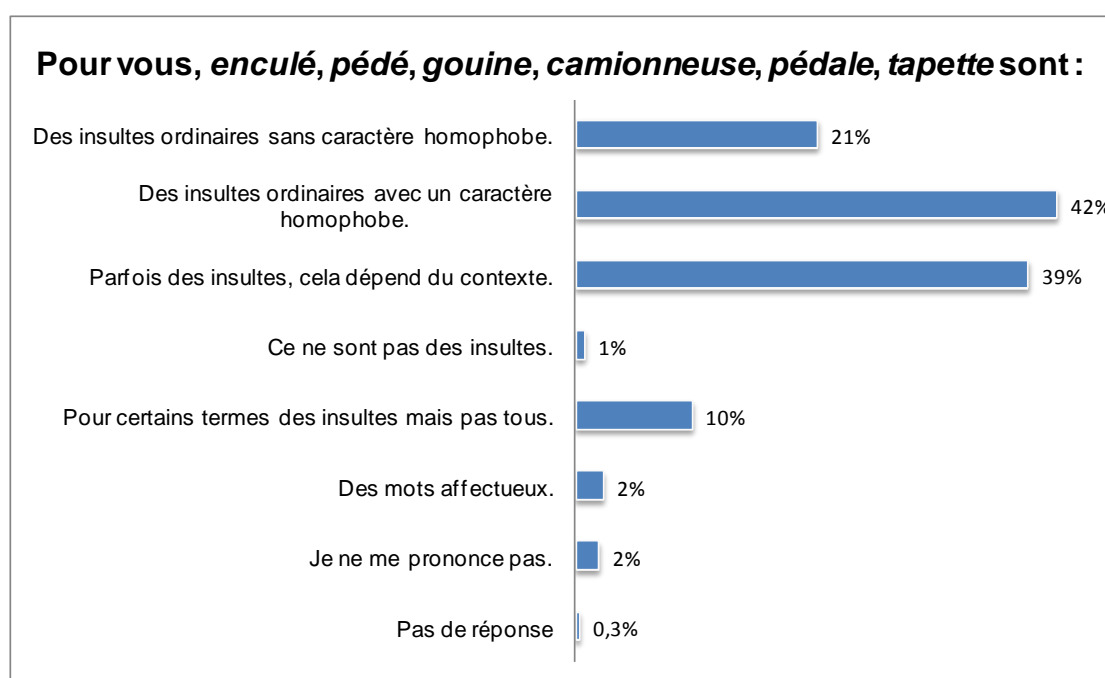
¹⁰ Plusieurs réponses étaient possibles pour cette question (total supérieur à 100%)

¹¹ Nombre de répondant-e-s ayant choisi au moins l'une des réponses « Ça me dégoûte... » et « Ça me choque... » parmi leurs réponses.

II - LES REPRESENTATIONS DE L'HOMOPHOBIE

Insultes et autres comportements quotidiens : des formes d'homophobie méconnues

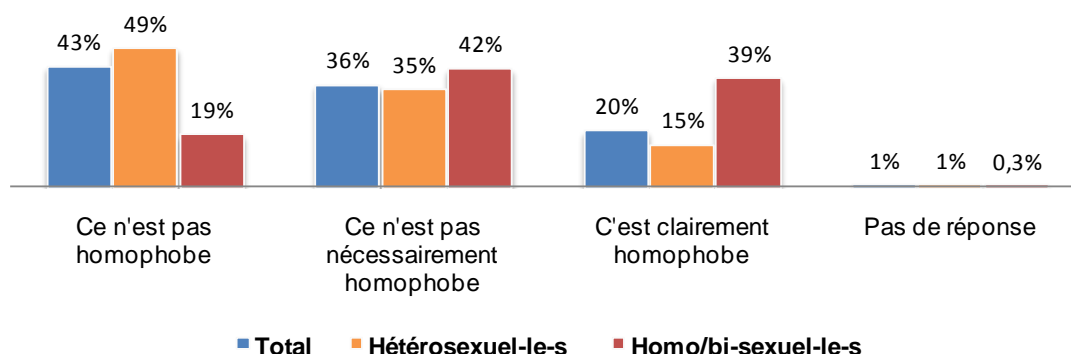
Plus de 39% des sondé-e-s¹² estiment que les insultes comme « enculé » ou « tapette » ne sont pas forcément homophobes (« ça dépend »), et 21% estiment qu'elles ne sont pas du tout homophobes. Ces résultats illustrent le travail colossal qu'il reste encore à accomplir pour que les insultes homophobes soient pleinement reconnues comme telles. Lutter contre l'homophobie implique de lutter contre la banalisation des termes qui, même prononcés sans arrière-pensée, la véhiculent, au risque de l'invisibiliser et de la banaliser.



Ce résultat est à rapprocher des 79% de répondant-e-s qui estiment que, dans un sport, traiter l'équipe perdante de « tarlouze » n'est pas ou pas nécessairement homophobe. Fait remarquable : les répondant-e-s hétérosexuel-le-s sont 49% à penser que cette attitude n'a rien d'homophobe et seulement 15% à estimer que c'est « clairement homophobe », alors que ces proportions s'inversent quasiment pour les répondant-e-s homo et bisexuel-le-s (19% pensent que ce n'est « pas homophobe » et 39% que c'est « clairement homophobe »). Cet écart montre bien que ces mots peuvent paraître sans conséquence ni animosité pour celles et ceux qui ne sont pas directement concerné-e-s mais participent pourtant au sentiment de rejet des personnes homo ou bisexuelles (voir graphique page suivante).

¹² Plusieurs réponses étaient possibles pour cette question (total supérieur à 100%)

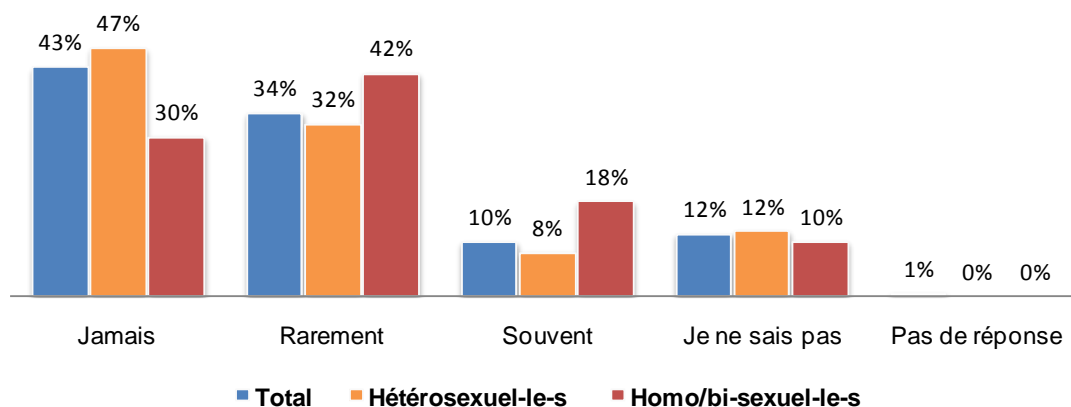
Dans quel cas considérez-vous qu'on est face à de l'homophobie ? "Traiter l'équipe perdante d'équipe de tarlouzes"



Cette divergence de point de vue « théorique » se retrouve dans le constat des pratiques réelles. De ce fait, elle ne saurait être considérée comme satisfaisante au nom de la liberté d'opinion : en effet, si ces insultes passent près d'une fois sur deux inaperçues auprès des étudiant-e-s hétérosexuel-le-s, elles interpellent ou affectent en revanche les étudiant-e-s homo ou bisexuel-le-s dans plus de deux tiers des cas. Plus précisément, 47% des répondant-e-s hétérosexuel-le-s estiment ainsi qu'ils/elles n'ont « jamais » eu connaissance de « cas d'insultes homophobes » dans leur établissement, contre 30% des répondant-e-s homo/bi-sexuel-le-s. Inversement, les répondant-e-s homo et bisexuel-le-s sont 18% à avoir « souvent » eu connaissance d'insultes homophobes dans leur établissement, contre seulement 8% chez les hétérosexuel-le-s. Encore une fois, quelle que soit l'ouverture d'esprit réelle ou supposée de celles et ceux qui les prononcent, ces insultes sont bien susceptibles d'être ressenties comme de l'homophobie et d'engendrer un certain mal-être chez les étudiant-e-s qui sont directement concerné-e-s.

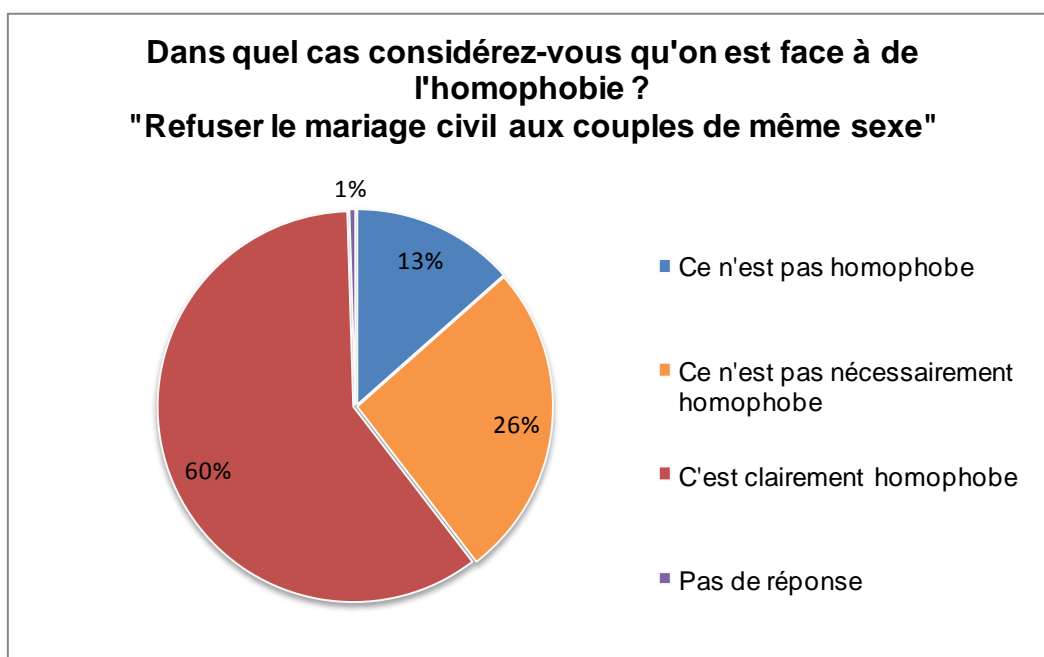
Si l'ensemble des répondant-e-s constate plus rarement des cas d'exclusion, de harcèlement ou d'agressions physiques de personnes en raison de leur orientation sexuelle, l'écart des réponses entre répondant-e-s hétérosexuel-le-s et homo et bisexuel-le-s est conservé avec les mêmes ordres de grandeur.

Avez-vous eu connaissance, dans votre établissement, de cas d'insultes homophobes ?

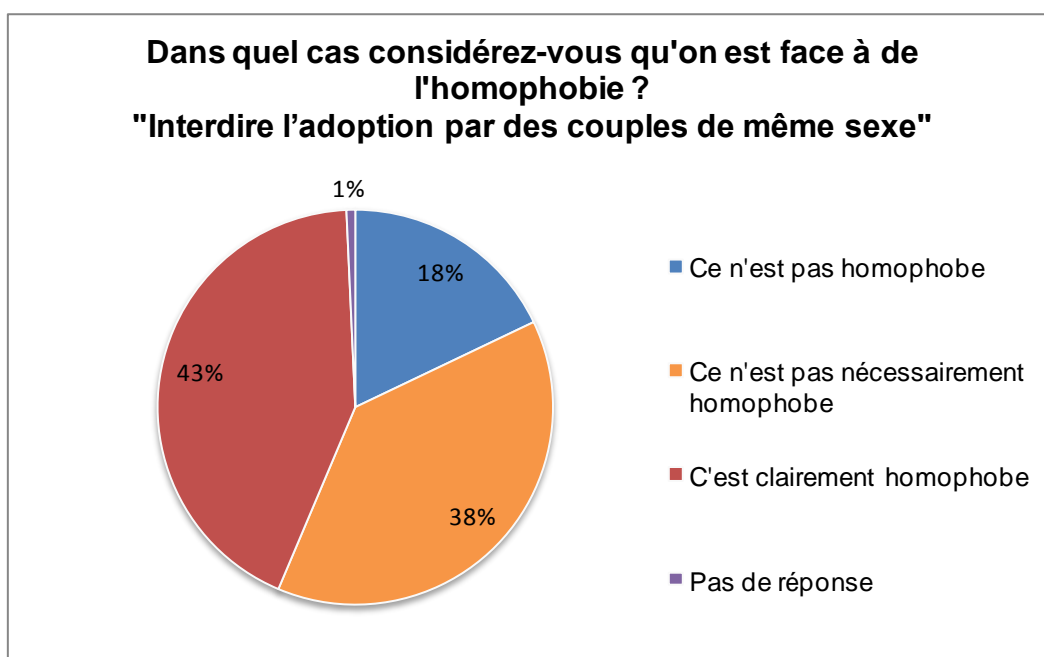


Une plus grande sensibilité à l'égalité des droits

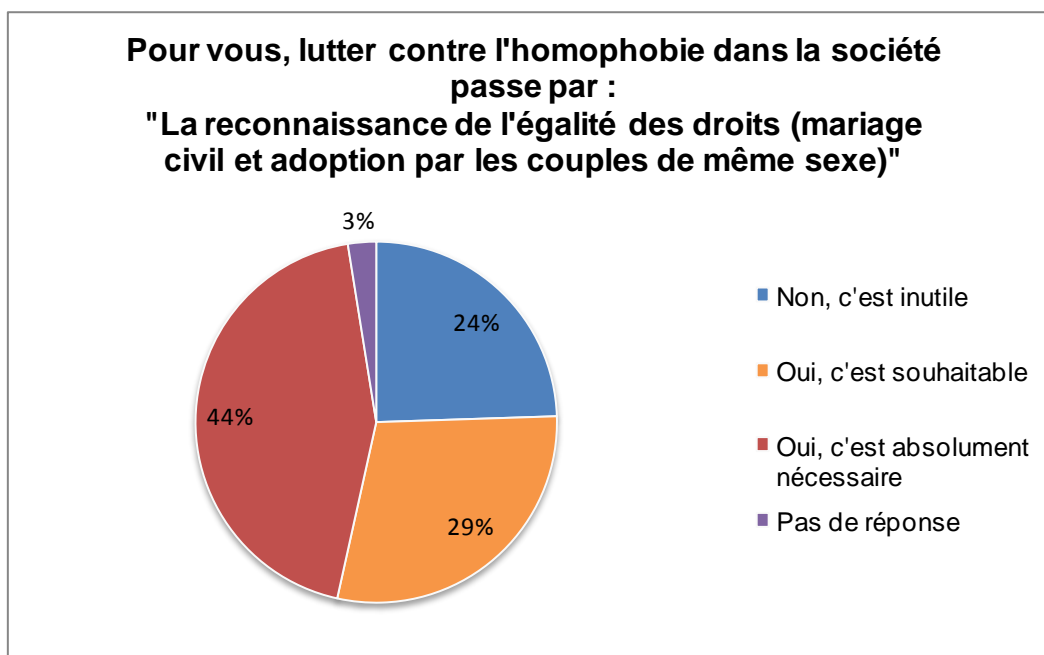
60% des sondé-e-s estiment que le refus du mariage civil pour les couples homosexuels est « clairement homophobe ». L'inégalité des droits face au mariage est majoritairement reconnue comme une véritable discrimination par les répondant-e-s.



Cette tendance est nettement moins marquée concernant l'adoption : en effet, 43% des répondant-e-s trouvent que le refus de l'adoption pour les couples homosexuels est « clairement homophobe » tandis que 38% estime que ce n'est pas « nécessairement homophobe ». Ces chiffres révèlent toute l'ambiguïté qui auréole l'homoparentalité. Même si une grande partie des sondé-e-s semble favorable à l'adoption, il persiste une forme de méfiance à l'égard des familles au sein desquelles des enfants seraient éduqués par des couples homosexuels. Le manque de visibilité des études scientifiques menées sur le bien-être des enfants éduqués au sein de familles homoparentales participe sans doute à ce que subsiste cette réticence.



De manière plus générale, près des trois-quarts des sondé-e-s (73%) estiment « absolument nécessaire » ou « souhaitable » que la société reconnaisse l'égalité des droits pour lutter contre l'homophobie. La différence de traitement des couples hétérosexuels et homosexuels dans le droit est donc bien perçue comme une cause d'homophobie.



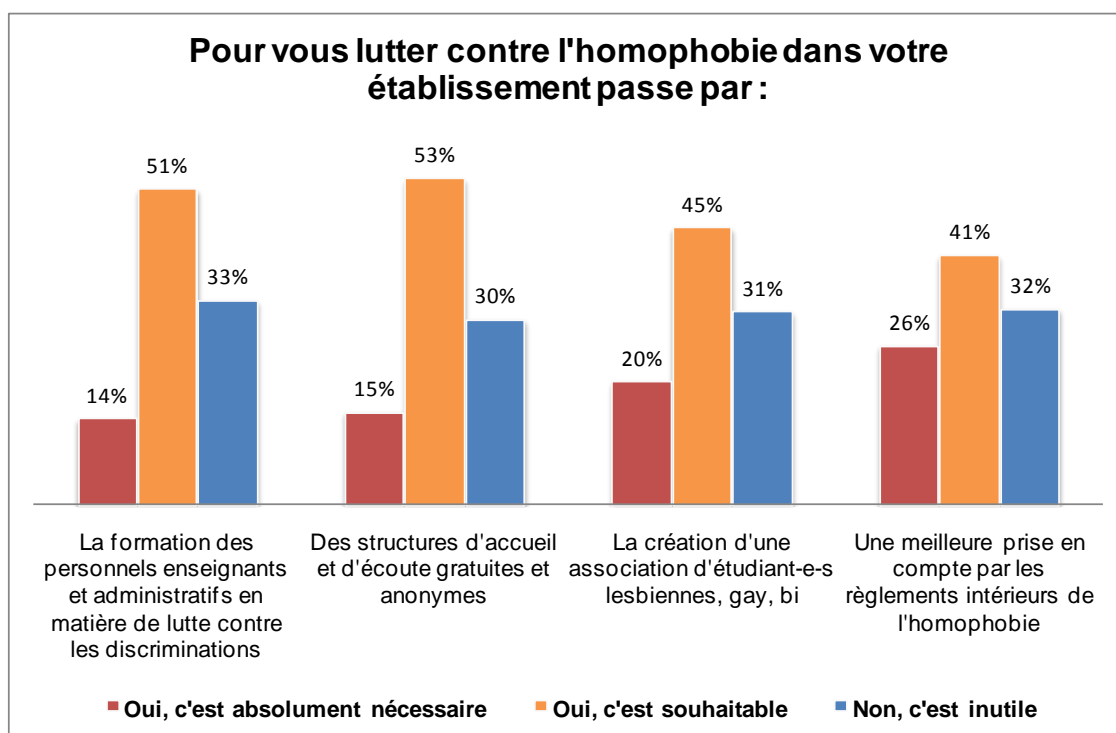
III - L'ADMINISTRATION : UN ROLE A JOUER ?

Il reste donc encore beaucoup à faire pour que l'homosexualité soit aussi bien acceptée que l'hétérosexualité en milieu étudiant et pour faire reculer l'homophobie dans les établissements d'enseignement supérieur. Ce travail ne relève pas que des acteurs associatifs : au contraire, les administrations ont pleinement leur rôle à jouer à ce niveau.

Elles sont en effet à même de participer, seules ou accompagnées d'associations LGBT et de représentant-e-s des élèves (bureau des élèves, bureau de la vie étudiante...) à de nombreuses actions permettant de lutter contre l'homophobie. Il peut s'agir par exemple :

- d'améliorer la formation du personnel,
- de développer des structures d'écoute,
- de mieux prendre en compte la lutte contre les discriminations dans le règlement intérieur,
- ou encore de soutenir les associations LGBT sur le campus.

Les répondant-e-s s'avèrent majoritairement favorables à chacune de ces mesures, puisque selon les cas ils sont 65 à 68% à estimer qu'elles sont souhaitables voire nécessaires pour lutter contre l'homophobie dans leur établissement¹³. Insistons sur le fait qu'aucune de ces actions ne peut se faire sans le soutien voire la participation active des administrations.



¹³ Voir graphique sur cette page : par souci de lisibilité, les pourcentages de sondé-e-s n'ayant pas répondu n'ont pas été indiqués : ils se déduisent du graphique.

Cas pratiques

Pour apporter un éclairage plus « pratique », il est intéressant de présenter quelques situations récurrentes rencontrées par les associations membres du Caélif, et les recommandations qui en découlent.

En premier lieu, il importe que les administrations et les élèves reconnaissent et mettent sur un pied d'égalité l'association LGBT de leur établissement avec n'importe quelle autre association du campus ou de l'école. Si cette recommandation peut paraître élémentaire, elle n'est pas toujours mise en pratique dans les faits. Il est arrivé qu'une association LGBT se voie refuser l'accès à la plaquette de présentation des associations d'élèves (plaquette alpha) ou à d'autres supports de communication dont les associations bénéficient : comment ne pas y voir une discrimination ? Il faut noter à ce propos que 65% des répondant-e-s estiment qu'il est souhaitable ou nécessaire qu'un association LGBT existe ou soit créée dans leur établissement¹⁴.

Dans les écoles où cela existe, les week-ends ou semaines d'intégration peuvent être des moments difficiles pour les étudiant-e-s homo ou bisexuel-le-s. L'humour bien particulier et les chansons aux connotations sexistes ou homophobes ajoutent à l'inquiétude de ces étudiant-e-s qui ne savent pas quel accueil leur sera fait dans leur nouvel établissement s'ils/elles assument leur orientation sexuelle publiquement. Il ne s'agit pas de rejeter ces périodes d'intégrations en bloc, en revanche il importe que les administrations et bureau des élèves restent vigilants à ce que cette intégration se passe dans d'aussi bonnes conditions pour les élèves homo ou bisexuel-le-s que pour les autres. Dans certaines écoles par exemple, le bureau des élèves diffuse un message de sensibilisation en début d'intégration. Dans tous les cas, on ne peut que recommander d'engager une réflexion en ce sens avec les associations LGBT locales, si elles existent.

Les actes discriminatoires et homophobes, qui peuvent survenir plus épisodiquement du fait d'une personne (élève, enseignant-e, personnel administratif) doivent être signalés. Il est bien évidemment crucial que les administrations, dès lors qu'elles en sont averties, sanctionnent ces actes. Il ne serait d'ailleurs pas incongru que les règlements intérieurs des établissements condamnent plus spécifiquement les propos provoquant à la discrimination, la haine ou la violence à l'égard d'une personne en raison de son orientation sexuelle, tout comme de son genre, de son origine, de sa religion, de son handicap : ce ne serait jamais que se faire le reflet de la loi¹⁵. Soulignons que deux tiers des répondant-e-s estiment souhaitable ou nécessaire de prendre en compte la lutte contre les discriminations dans les règlements intérieurs¹⁶.

Enfin, signalons parmi les bonnes pratiques que certains établissements choisissent d'afficher ouvertement leur préoccupation pour la lutte contre les discriminations dans leur plaquette de présentation, en mettant en avant les associations d'élèves qui oeuvrent en ce sens, notamment les associations LGBT.

¹⁴ Voir graphique page 13

¹⁵ Loi sur la liberté de la presse de 1881, modifiée par la loi du 30 décembre 2004 portant création de la HALDE.

¹⁶ Voir graphique page 13

CONCLUSION

Cette enquête, réalisée à l'échelle principalement francilienne, a permis de se faire une première idée de la représentation de l'homosexualité et de l'homophobie en milieu étudiant. Reconduire un tel travail à plus grande échelle, ou en insistant sur certaines populations (étudiant-e-s universitaires, administrations et enseignant-e-s...) serait certainement riche en enseignements. Toutefois cette première expérience a également montré qu'il était parfois difficile pour des associations LGBT de passer les barrières de certaines administrations pour diffuser un tel sondage dans les établissements d'enseignement supérieur.

Les résultats de cette enquête dessinent un état des lieux nuancé quant à l'ouverture d'esprit des étudiant-e-s sur la question de l'homo et de la bi-sexualité. Si une majorité semble estimer qu'elles sont équivalentes à l'hétérosexualité, il reste une forte minorité pour qui cela ne va pas de soi (1 étudiant-e sur 5) et face à laquelle un important travail de fond reste à faire en termes de sensibilisation.

Par ailleurs, il apparaît clairement que chez ces étudiant-e-s, et même pour ceux qui se représentent l'homosexualité comme une forme d'amour comme une autre, l'attention portée à l'homophobie n'est pas nécessairement plus forte.

D'un côté, l'accès au savoir et l'héritage d'années de luttes contre l'homophobie peut se retrouver chez ces étudiant-e-s par leur relative ouverture d'esprit quant aux questions de droit. De fait, ils et elles semblent majoritairement défendre les grands principes d'égalité devant le mariage et l'adoption. Mais sont-ils et sont-elles très différent-e-s sur ce point du reste de la société, qui a évolué ces dernières années, même s'il reste encore beaucoup à faire pour que les revendications des lesbiennes, gays et bisexuel-le-s, soient entendues et mieux comprises, notamment concernant l'adoption ?

De l'autre côté, la portée des insultes, « plaisanteries », moqueries et autres comportements quotidiens est largement minimisée voire déniée, notamment par les étudiant-e-s qui n'en font pas eux-mêmes les frais (et qui, au contraire, en sont peut-être parfois les auteurs). Est-ce parce qu'il est difficile, dans une société où l'homophobie n'est pas « politiquement correcte », d'admettre que l'on peut soi-même avoir des attitudes qui véhiculent l'homophobie ? Ou bien par une profonde incompréhension de la difficulté des homo et bisexuel-le-s à s'assumer dans un contexte où même celles et ceux qui se disent « ouvert-e-s d'esprit » empruntent les expressions et les comportements de « l'homophobie ordinaire » ?

Quoiqu'il en soit, il reste encore un travail important à faire pour que soit reconnue l'importance de ces actes et leur part dans le mal-être des jeunes LGBT. Qu'il s'agisse de communication, de campagnes de sensibilisation, ou d'actions plus propres à chaque établissement comme le soutien aux associations LGBT de campus ou la prise en compte de la lutte contre les discriminations dans les règlements intérieurs, les différentes pistes proposées dans ce rapport font l'objet de demandes récurrentes des associations LGBT depuis de nombreuses années. Toutes oeuvrent dans le sens d'une meilleure prise de conscience de la part du personnel de l'enseignement supérieur de la gravité des propos et actes homophobes. Il faut développer à la fois des structures pour aider les victimes tout en mettant en place des actions de prévention. Les chiffres présentés prouvent que, selon les attentes des sondé-e-s, les administrations des établissements d'enseignement supérieur ont pleinement leur rôle à jouer dans la lutte contre les discriminations et pour le bien-être des personnes lesbiennes, gays ou bisexuelles.

REMERCIEMENTS

Les équipes de SOS homophobie et du Caélif tiennent à remercier :

- Les 4638 personnes qui ont pris le temps de répondre au questionnaire ;
- Les associations LGBT étudiantes qui ont diffusé ce questionnaire dans leur établissement et qui nous ont largement soutenu dans ce projet ;
- Les administrations des établissements qui ont accepté de diffuser le questionnaire auprès de leurs étudiant-e-s ;
- L'équipe en charge de la rédaction du questionnaire : Bartholomé, Bruno, Christian, Gilbert, Jean-Gérard, Michel, Pierre, Ronan et Youcef ;
- L'équipe en charge du dépouillement du résultat et de la rédaction de ce document : Bartholomé, Gilbert, Jean-Gérard, Simon, Tania et Youcef ;
- Enfin, tous ceux qui, de près ou de loin, ont contribué au succès de ce projet.

Les représentations de l'homosexualité en milieu étudiant – Février 2011

SOS homophobie

**c/o Centre LGBT Paris IDF
61-63 rue Beaubourg - 75003 Paris
n° Azur 0 810 108 135
0148 06 42 41
www.sos-homophobie.org
sos@sos-homophobie.org**

CAELIF

**Maison des Initiatives Etudiantes
50, rue des Tournelles
75003 Paris

www.caelif.fr
contact@caelif.fr**